

Think Rights!

Discrimination based on MARITAL STATUS JAN 1 8 1092

You are protected against disclimination employment and in many other areas of life. such as services, housing, the administration of laws, and so on, by both federal and provincial human rights laws.

An act of discrimination may be the intentional result of prejudice, but unequal treatment can also result from systems and practices that were not begun with the intention of discriminating but which have this effect just the same.

If you know or suspect that you have been unfavourably treated because of your marital status or family situation, contact your federal or provincial human rights commission at the addresses given at the end of this pamphlet. If your situation is governed by federal laws, the Canadian Human Rights Commission will look after it. If it comes under provincial laws, the human rights commission in that province will handle the case. Either way, whichever commission you turn to will refer your case

to the correct one, if necessary, You do not have to be afraid that the person or agency you complain about will pay you back in some way for causing trouble. Under the Canadian Human Rights Act, anyone who threatens or intimidates a complainant or witness can be convicted of an

offence and required to pay a large fine.

You should not be treated unfavourably and differently from other people. something your spouse has done. Similarly you should not receive differential are separated or divorced, have children, or if you are married, because of your own merits.

because you are married, or not married, or because you live with someone, because of a close family member. You should be treated as an individual on

## Questions

In the hope of improving her chances for employment, I tried to register my client in an English course for new Canadians. She was refused because she is married. Is this fair?

> No it is discriminatory. It might be because of either discrimination based on marital status or discrimination based on sex An investigation by the human rights commission would determine how married men are treated, how single women are treated, and how other married women have been treated, and if married women were treated unfavourably, there would be a

finding of discrimination. I was not accepted as an applicant for a job in an isolated post because they only want single people? Can they refuse to interview me just because I

am married? The fact that the job is in an isolated area is not in itself a sufficient reason for insisting that every employee be single. If you complained to the Human Rights Commission, an

investigation would be made

into the necessity of establishing such a requirement. If it turned out just to be a matter of convenience for the employer, or if it turned out that the employer was just making certain assumptions about how all married people handle certain situations, then discrimination would be taking place, and the employer would be required to change.

The bank says that I cannot have a credit card (in my own name) because my husband has a bad credit record. I've never been in any sort of financial trouble, myself. Can

you help me get a card? Yes Most banks now have policies that customers should not be treated more strictly on the basis of either sex or marital status, but sometimes bank officers still get over-cautious. You might find that the bank's decision is being made on the basis of a joint report on yourself and your husband by a credit bureau: if so, you can request that the credit bureau separate your credit rating from your husband's. You can

ask the bank to show you their

official policy on making loans to married people and women. And if none of this works, ask the human rights commission to help you.

Is it fair to turn me down for a iob because my brother already works for the same employer?

> The Canadian Human Rights Commission accepts cases for investigation under the proscribed ground of marital status/family situation. involving preferential treatment for family members or unfavourable treatment because of a family relationship. Contact the Commission to see if it can handle your problem.

To find out more about your rights under federal legislation, contact the Canadian Human Rights Commission at one of these addresses:

## National Office:

## Regional Offices:

PRAIRIE REGION **NEW BRUNSWICK** 

## QUEBEC

# ONTARIO

Human rights legislation varies from prov-

under provincial jurisdiction. Contact your

provincial human rights commission at one

ince to province with respect to matters

MANITOBA

# SASKATCHEWAN

# ALBERTA

ATLANTIC REGION

OUESEC REGION

## DNTARIO REGION

WESTERN REGION

of these locations:

NEWFOUNDLAND

PRINCE EDWARD ISLAND

P.O. Box 2000

NOVA SCOTIA

880 Douglas Street

# BAITISH COLUMBIA

Answers



Pensez Droits!

La discrimination fondée sur la SITUATION DE FAMILLE est interdite.

La Loi fédérale et les lois provinciales sur les droits de la personne vous protègent contre la discrimination en matière d'emploi et dans bien d'autres domaines, par exemple, la qualité des services auxquels yous avez droit. l'hébergement. l'administration des lois, et ainsi de suite.

Un acte discriminatoire peut être commis intenlionnellement en raison d'un préjugé mais il peut aussi être le résultat de méthodes et de oratiques qui, sans avoir été établies avec de telles intentions, n'en ont pas moins des effets discriminatoires.

Si yous savez ou si yous soupconnez que yous avez été défavorisé à cause de votre situation de famille communiquez avec la Commission fédérale des droits de la personne ou avec votre commission provinciale aux adresses indiquées à la fin de cette brochure. Si votre cas relève de la compétence tédérale. la Commission canadienne des droits de la personne se chargera d'étudier vos doléances. S'il s'agit d'une question relative à une loi provinciale, la Commission des droits de la personne de la province en cause s'occupera de votre plainte. D'une facon ou d'une autre. quelle que soit la commission à laquelle vous fassiez appel, on yous indiquera au besoin à qui

yous devez yous adresser Vous n'avez pas à craindre que la personne ou l'organisme contre qui vous portez plainte n'use de représailles à votre endroit. La Loi canadienne sur les droits de la personne stipule que toute personne qui menace ou intimide un plaignant ou un témoin peut être reconnue coupable d'infraction et être condamnée à paver une amende subOn ne doit pas your désayantager ni your traiter différemment parce que your êtes marié/e) ou que vous ne l'êtes pas parce que vous cohabitez avec quelqu'un de l'autre conjoint a fait telle ou telle chose. Vous devez être évalué selon vos mérites personnels sexe que vous êtes séparéte) ou divorcéte), que vous avez des enfants, ou que votre en fant ou individu et non à partir de présomptions.

## Questions

Dans l'espoir d'améliorer les chances d'avancement de ma cliente, l'ai tenté de l'inscrire à un cours d'anglais offert aux néocanadiens. Elle a été refusée parce qu'elle est mariée. Est-ce

> Non-c'est un acte discriminatoire fondé sur soit la situation de famille, soit sur le sexe. Une enquête de la Commission permettrait de déterminer de quelle facon sont traités les hommes mariés. les femmes célibataires et les autres femmes mariées si les femmes mariées sont désavantagées, c'est qu'il y a discrimination.

On a refusé ma candidature à un emploi dans un endroit isolé parce que les célibalaires seuls sont acceptés. Peut-on me refuser une entrevue simplement parce que le suis marié?

> Le fait que l'emploi soit dans un endroit isolé n'est pas une raison suffisante en soi pour exiger que tous les employés soient célibataires. Si vous portez plainte auprès de la Commission des droits de la personne, celle-ci

procédera à une enquête afin

d'établir si cette exigence est vralment indispensable. Si l'employeur agit de la sorte simplement parce que cela lui qu'il présume que tous les gens mariés ont la même manière d'envisager certaines situations. alors il v a discrimination et l'employeur sera tenu de modifier ses exigences.

On a exigé que le verse un acompte pour obtenir l'installation d'un service chez moi. Je sais pertinemment que des voisins ont obtenu ce service sans versement préalable. J'ai l'impression que la compagnie a décidé qu'elle courait un risque en me faisant crédit parce que le suis un parent célibataire. Est-ce un cas justifiable?

ses factures

La compagnie peut exiger un acompte selon la cote de solvabilité d'un client, mais elle ne peut pas présumer que la situation de famille d'un abonné est un indice de la capacité de celui-ci de régler

La banque ne veut pas m'accorder une carte de crédit (à mon nom) sous orétexte que mon mari a de de crédit. Quant à moi, ie n'ai jamais eu de problèmes financiers. Pouvez-vous m'aider à obtenir une carte de crédit?

> banques ont maintenant comme ligne de conduite de traiter tous leurs clients sur un pied d'égalité quels que soient leur sexe ou leur situation de famille, mais il n'en reste pas moins que certains emplovés de banque font parfois des excès de zèle. Il est possible que la décision de la banque soit fondée sur un rapport unique établi pour vous et votre mari par un bureau de renseignements financiers: s'il en est alosi, vous pouvez demander que ce bureau établisse, en ce qui vous concerne, une cote de solvabilité distincte de celle de votre mari. Vous pouvez aussi demander à la banque de vous faire connaître, avec documents à l'appui, sa lione de conduite en matière de prêts aux gens mariés et aux femmes. Si vous n'obtenez pas satisfaction. demandez alors l'aide de la Commission des droits de la personne.

Qui bien sûr La plupart des

Pour de plus amples renseignements sur les droits que vous confère la Loi fédérale, prière de vous adresser à la Commission canadienne des droits de la personne, à l'un des bureaux suivants:

### Bureau national:

## Bureaux régionaux:

REGION DES PRAIRIES

Winnipeg, Manifoba

### REGION DE L'ATLANTIQUE RÉGION DU QUÉBEC

# REGION DE L'ONTARIO

RÉGION DE L'OUEST

V6C 1H2

QUÉBEC

# 360 rue Saint-Jacques, Mezzanin

selon les provinces en ce qui a trait aux questions qui relèvent de la compétence provinciale Voici donc les adresses des diverses commissions provinciales des droits de la personne:

## ONTABIO

TERRE-NEUVE

P.O. Box 2000

NOUVELLE-ÉCOSSE

ILE-DU-PRINCE-EDOUARD

La législation sur les droits de la personne varie

## MANITORA

# SASKATCHEWAN

### NOUVEAU-BRUNSWICK ALBERTA

# COLOMBIE-BRITANNIQUE